

RISQUES ET CATASTROPHES – NIGER

Niamey : adapter l'aide pour renforcer la résilience des populations face aux inondations

Sur la rive droite du fleuve Niger, le cinquième arrondissement communal de la capitale nigérienne subit depuis quelques années des inondations répétées et bénéficie d'actions humanitaires. Mais celles-ci sont-elles adaptées aux caractéristiques sociales, économiques et culturelles des populations vulnérables ?

Adam ABDOU ALOU, docteur en géographie de nationalité nigérienne, est enseignant au département de Géographie de l'Université Abdou Moumouni à Niamey [Niger]. Ses recherches portent sur les risques et la résilience des populations.

Contextes et enjeux humanitaires et sociaux

Au Niger, pays déjà structurellement en butte à l'insécurité alimentaire, les inondations se situent en deuxième position des catastrophes "naturelles" après les sécheresses. Si, ces dernières années, la répétition de ces phénomènes a accru la perception de ce risque, elle lamine profondément les populations de la ville de Niamey¹.

Sont notamment en cause l'absence d'un système d'assurance pour compenser les dommages² à l'échelle des quartiers, de la ville ou de la région et des difficultés d'anticipation institutionnelle et sociale de ce phénomène. Cette situation prolonge les crises liées aux inondations dans la ville, plus précisément dans le cinquième arrondissement communal dont les populations sont régulièrement affectées.

Aujourd'hui, la gestion de ces phénomènes à répétition mobilise l'État et les organisations humanitaires qui entreprennent des actions d'accompagnement pour renforcer les capacités des populations et leur permettre d'être résilientes face aux inondations.

Les objectifs de la recherche

Cette recherche, menée dans le cinquième arrondissement communal de la ville de Niamey, vise à questionner l'adaptation des actions entreprises par l'État et les organisations humanitaires pour permettre à la population de faire face à ces crises régulières. L'étude part de l'hypothèse que certaines actions, a priori bienveillantes envers les populations touchées par les inondations, ne leur permettent pas d'en surmonter les conséquences économiques et matérielles en développant une forme de résilience, et qu'elles ont même parfois certains effets pervers. Nous avons cherché à savoir comment se mettent en place ces pièges de pauvreté, comment les éviter et comment favoriser le développement d'une résilience au sein de la population en s'appuyant sur ses connaissances locales et ses besoins.

Partenaires de la recherche

Cette recherche a été menée en 2020-2021 avec le soutien de la Fondation Croix-Rouge française et du Fonds AXA pour la recherche



Les actions humanitaires peuvent-elles renforcer la résilience des populations affectées par les inondations à Niamey ?

La chronicité des inondations dans la ville de Niamey affecte profondément les populations et érode leurs moyens d'existence. Au sortir de ces crises, plusieurs catégories de population n'ont plus les ressources suffisantes pour bien vivre et, en l'absence de tout système de solidarité, ne peuvent épargner pour faire face aux inondations futures. Les résultats de la recherche montrent que seuls 4 % de la population enquêtée peuvent épargner chaque mois pour anticiper les possibles inondations. 93 % n'arrivent pas à le faire (3 % ne se prononcent pas).

L'absence d'un système de compensation des dommages organisé à l'échelle des quartiers, de la ville ou plus largement, ainsi que le manque de moyens et d'une bonne coordination, ne permettent pas aux acteurs humanitaires d'atteindre les populations qui ont le plus besoin d'aide. Ce qui enferme ces dernières dans un cercle vicieux de pauvreté³ d'autant plus qu'elles sont confrontées régulièrement à ce risque. Face à cette situation, nous avons cherché à savoir comment des actions humanitaires pouvaient s'appuyer sur les caractéristiques sociales et les connaissances locales pour mieux aider les populations à faire face aux inondations⁴.

S'appuyer sur les connaissances locales

L'étude a mis en relief que les perceptions des populations, leurs savoirs traditionnels et leur connaissance du fonctionnement de leur milieu sont rarement pris en compte dans les actions de prévention et de renforcement de la résilience, comme en témoigne cet homme de 52 ans, habitant du quartier de Lamordé : « *En 2017, avant de faire la digue de protection de la ville contre les inondations, les autorités auraient dû demander notre avis sur l'endroit où l'on doit la faire. Hélas, elles ne l'ont pas fait. Or, c'est nous qui aurions dû les guider sur l'emplacement idéal de cette digue de protection, puisque nous connaissons mieux qu'elles le fonctionnement du fleuve Niger qui a été complètement bouleversé par l'ensablement. C'est pour cela que cette digue de protection n'a pas tenu et que nous nous sommes fait inonder cette année.* »

Ainsi, les populations se sentent peu impliquées dans la gestion de ces inondations. Pourtant, leurs connaissances peuvent être utiles dans la mise en œuvre de certaines réponses face aux inondations.

Une assistance décalée par rapport aux besoins des populations

En conséquence, les personnes enquêtées ressentent un décalage entre l'aide qui est souvent accordée et les besoins réels des populations.

Ce que confirme un acteur humanitaire : « *Si on veut que l'aide soit vraiment efficace, je pense qu'avant toute assistance l'on doit tenir compte des effets d'une catastrophe et des besoins réels des sinistrés puisque les gens ne sont pas affectés de la même manière par une même catastrophe. Par exemple, vous ne pouvez pas satisfaire quelqu'un qui a perdu sa maison en banco ou en terre, et qui a besoin d'une assistance de 150 000 FCFA (soit 229 Euros) voire plus pour la reconstruire avec un petit soutien en biens non alimentaires et alimentaires, puisque ce monsieur doit attendre plus de votre part. Tandis qu'une personne qui n'a presque rien perdu lors d'une catastrophe serait heureuse de recevoir un soutien en tout genre.* »

Cette situation ne permet pas aux populations d'être résilientes face aux inondations et prolonge les actions humanitaires, même si cela n'est pas la panacée^{5, 6}.

En plus du décalage de l'aide, son inadaptation aux besoins réels des populations crée de nouvelles vulnérabilités socio-économiques et une réticence des populations à certaines mesures bienveillantes comme la relocalisation.

Une relocalisation aux effets pervers

En 2012, les inondations étant devenues chroniques à Niamey, les autorités de la ville ont, avec l'aide de certaines organisations humanitaires, décidé de transférer définitivement les personnes jugées les plus vulnérables vers le site de Séno, à l'abri des caprices du fleuve.

Mais cette façon d'aider et de protéger ces populations s'est vite avérée inadaptée parce qu'elle les éloigne des services et des emplois dont elles jouissaient en zone inondable⁷. Les services de base, notamment l'eau, l'électricité et l'école ont en effet mis du temps à venir sur ce site. Ce qui a accru la vulnérabilité sociale et économique et poussé certaines personnes à revenir en zone inondable.

Aujourd'hui encore, à la suite de l'inondation de 2020, 80 % des personnes questionnées ne sont pas favorables au projet de leur relocalisation (voir Figure 1). On observe ce résultat malgré l'intention de l'État de leur proposer un terrain constructible dans un endroit sûr pour réduire leur exposition aux crues. Cela s'explique par le fait que ces personnes ont vécu ou eu connaissance des conditions socio-économiques de la relocalisation de 2012, et ne veulent pas vivre ou revivre cette expérience.



Les enseignements scientifiques au-delà du cadre de l'étude

Notre étude confirme ce qu'avancent plusieurs auteurs : l'expérience vécue intervient dans la transformation des attitudes face au risque.

Cependant, elle montre aussi que la chronicité des inondations, l'absence d'un système de solidarité et d'une bonne coordination des actions limitent l'efficacité de l'aide humanitaire. Cette aide - qui reste nécessaire -, prend ainsi place dans un monde « non auto-suffisant » qui empêche le développement d'une résilience des populations les plus fragiles. Favoriser la résilience suppose donc d'adapter l'aide aux besoins locaux.

Enfin, elle constate que certaines actions, a priori bienveillantes, peuvent avoir des effets pervers. C'est notamment le cas de la relocalisation des populations en zones préservées des crues, qui les a exposées à un accroissement de leur vulnérabilité sociale et économique. Les populations qui ont fait cette expérience ont aujourd'hui une perception très critique des différentes formes d'aide.

Les limites des résultats

En raison de la pandémie de COVID19, nous n'avons pas pu questionner le nombre d'individus visés en zone inondable ni tous les acteurs intervenant dans la gestion des inondations au niveau de la ville. Les données recueillies nous permettent néanmoins de souligner qu'il est important de se préoccuper de ce qui peut réduire les risques et garantir l'efficacité des actions d'accompagnement.

Méthodes et sources de données

L'étude a été réalisée au niveau de huit quartiers, dans le cinquième arrondissement communal de la ville de Niamey dont les inondations dramatiques défrayent régulièrement la chronique.

La collecte des données a été effectuée auprès des populations, des acteurs en charge de la gestion des inondations au niveau de la ville et des acteurs humanitaires. Plusieurs instruments de collecte de données ont été mobilisés :

- Observation directe de terrain du 6 septembre au 15 octobre lors de la crise liée à l'inondation de 2020 ;
- Entretiens auprès de 20 personnes et de 16 acteurs en charge de la gestion des inondations au niveau de la ville et des acteurs humanitaires ;
- Questionnaires auprès de 400 personnes.

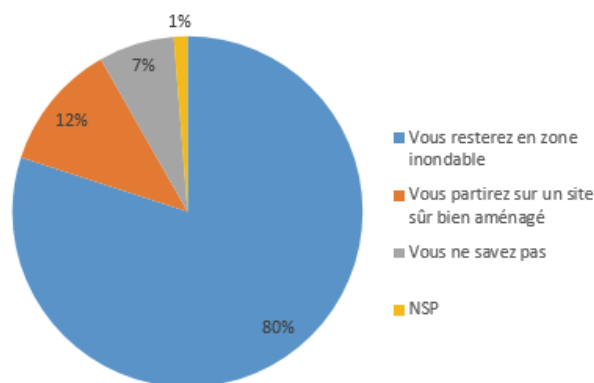


Figure 1 : Les intentions des populations face à la proposition de leur relocalisation (N=400)

1. OUMAROU, Hamani, et OUMAROU, Abdourahamane, 2017, "La gestion humanitaire des inondations dans une commune de Niamey." IIED Rapport. IIED, London. <http://pubs.iied.org/10835FIIED>, 40 p.
2. ISSAKA, Hamadou, BADARIOTTI, Dominique, 2013, "Les inondations à Niamey, enjeux autour d'un complexe.", *Cahiers d'Outre-Mer*. No.263, p. 289-392.
3. CISSE, Birane, QUENSIERE, Jacques, KANE, Alioune, 2018, "Vulnérabilisation ou résilience des banlieues insalubres de Dakar." *Mondes en développement*, Vol.1, No.181, p. 131-146.
4. OLIVIER DE SARDAN, Jean Pierre, 1995, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Marseille-Paris, APAD-Karthala, 221 p.
5. MAGNAN, Alexandre, 2012, "Évaluer ex ante la pertinence de projets locaux d'adaptation au changement climatique." *Vertigo*, Vol. 12, No 3. [En ligne], URL : <http://vertigo.revues.org/13000> ; DOI : 10.4000/vertigo.1300.
6. RIEFF, David, 2002, *L'humanitaire en crise*, Le serpent à plumes, Paris, 300 p.
7. ABDU ALOU, Adam, LUTOFF, Céline, MOUNKAILA, Harouna, 2019, "Relocalisation préventive suite à la crue de Niamey 2012 : vulnérabilités socio-économiques émergentes et retour en zone inondable", *Cybergeog* : European Journal of Geography, Aménagement, Urbanisme, document 911, [En ligne]. <https://journals.openedition.org/cybergeog/32601>; DOI : <https://doi.org/10.4000/cybergeog.32601>





Les solutions de résilience doivent être construites avec la population.

- **Adam Abdou Alou**



Vous constatez l'absence d'un système de solidarité pour compenser les dommages dus aux catastrophes. Mais un tel système a-t-il déjà existé dans le pays ?

A. AA. : Au Niger, les catastrophes ont toujours été gérées par les familles. À part les entreprises, les gens assurent rarement leurs biens. Qu'il s'agisse des sécheresses ou des inondations, l'État a toujours eu recours à l'aide internationale pour assister les populations.

Ce système de solidarité devrait-il être mis en place par l'État, par des ONG ou par des acteurs du secteur privé, notamment les assureurs ?

Tout récemment, j'ai participé à Niamey à un colloque sur la résilience des villes nigériennes face aux changements climatiques. J'y ai appris que l'État veut mettre en place un fonds de solidarité catastrophes naturelles et un système d'assurance dans le domaine agricole avec la collaboration d'AXA. Cette initiative est louable. Néanmoins, au vu de la réticence de la plupart des Nigériens à assurer leurs véhicules, des études doivent être conduites pour savoir si les populations accepteront ces solutions.

Les résidents qui subissent les inondations sont-ils organisés en associations pour faire entendre leurs voix, ont-ils des représentants ?

Les chefs de quartier, représentants des populations, sont le plus sollicités lors de la crise lorsqu'il faut reloger les sinistrés, les recenser et leur apporter un soutien. Ils le sont moins pour les actions de prévention. Cette manière de gérer les risques pousse les populations à subir les événements en attendant d'être assistés. C'est pour cette raison que les solutions de résilience doivent être co-construites avec les populations. On doit les responsabiliser et leur apprendre à vivre avec ce risque pour être autonomes.

C'est une démarche à long terme. Mais la répétition de plus en plus fréquente des inondations ne demande-t-elle pas aussi des mesures rapides et urgentes ?

La façon dont certaines solutions rapides et urgentes sont déployées, surtout celles consistant à donner des vivres et de l'argent, ne fait que prolonger le problème. J'ai compris que les populations utilisent ces solutions pour détourner une partie de l'aide et se faire de l'argent. Cela se passe le plus souvent lors des déclarations de sinistre. C'est une pratique mise en place depuis plusieurs années et qui est difficile à contrôler par les humanitaires.

Quelles implications pour l'action humanitaire et sociale ?

Cette recherche a permis de montrer certains facteurs à prendre en considération dans toute action d'accompagnement pour favoriser la résilience des populations exposées aux inondations à Niamey.

- Le système de coordination des actions d'accompagnement peu efficace au moment de la crise et dans les mois qui suivent, demande à être amélioré. Les questions du contrôle des déclarations de sinistre et de la distribution des aides mériteraient d'être approfondies.
- Les actions d'accompagnement doivent tenir compte des caractéristiques socioculturelles des populations et de leurs conditions de vie en zone inondable afin de leur permettre de construire une forme de résilience adaptée et durable. Cela implique une démarche à long terme dans une perspective d'urbanisme résilient, où les solutions ne sont pas importées de l'extérieur mais découlent d'une construction avec les résidents.

La série « Pratiques & Humanités » de la Fondation Croix-Rouge française synthétise les travaux de recherche des chercheurs soutenus par la Fondation. Elle a pour objectif de mettre à disposition des acteurs de l'humanitaire une information scientifique de qualité et concise.

La Fondation Croix-Rouge française est une fondation reconnue d'utilité publique dédiée à la recherche dans les champs de l'action humanitaire et sociale. Elle porte la volonté de la Croix-Rouge française de promouvoir la connaissance scientifique, la réflexion éthique et l'innovation sociale pour faire avancer l'action au service des plus vulnérables.

Fondation Croix-Rouge française
21 rue de la Vanne | CS 90070 | 92126 MONTRouGE CEDEX
+33 1 40 71 16 34 | www.fondation-croix-rouge.fr
contact@fondation-croix-rouge.fr